



« Agence universitaire de la francophonie : il faut « diversifier les sources de financement » (Yvon Fontaine, président)

Dépêche AEF 155573 du 23-09-2011

L'AUF (Agence universitaire de la francophonie) doit réfléchir « au nouveau rôle international qu'elle peut jouer » mais « les ressources ne sont pas illimitées au vu de la conjoncture mondiale ». Il faut donc « envisager de diversifier les sources de financement », déclare Yvon Fontaine, président de l'AUF, lors d'un colloque organisé pour le 50e anniversaire de l'agence, vendredi 23 septembre 2011, à Montréal (Canada). Pour Pierre Noreau, vice-recteur à la vie associative et au développement de l'AUF, il faut maintenant « des projets plus ambitieux que des aides individuelles, ce qui nécessite davantage de ressources ». L'agence prépare ainsi une « campagne de financement », et souhaite « utiliser les ressources de grandes institutions internationales qui ont besoin d'organisations comme l'AUF et ses implantations locales ». Il peut s'agir « des banques de développement ou d'organisations qui ont besoin de voir des cadres se former, sur la santé publique par exemple », précise Pierre Noreau.

Le bilan de l'AUF « est impressionnant sur les 50 dernières années », considère Yvon Fontaine. Avec près de 800 universités membres dans 94 pays, sur les cinq continents, l'agence connaît une augmentation de 50 % du nombre de ses membres depuis dix ans, et constitue ainsi « le plus grand regroupement d'universités au monde ». Les moyens financiers « n'ont pas diminué de façon absolue au cours de la dernière décennie », et « les crédits sont restés relativement stables ». Mais, souligne Yvon Fontaine, « quand on regarde l'évolution de la programmation, les attentes de plus en plus grandes des membres qui se multiplient, il y a des choix stratégiques à faire ».

« Convaincre la francophonie politique »

« Peut-être faut-il ouvrir le dialogue, en particulier avec la francophonie internationale, et convaincre la francophonie politique que les membres de l'AUF vont être des acteurs des pays en émergence, et sont au centre des probabilités de succès du développement de ces pays », propose Yvon Fontaine. « L'enseignement de base est important, mais la formation universitaire des cadres est aussi importante. Cela peut intéresser des bailleurs de pays occidentaux de revaloriser l'enseignement universitaire, parfois passé au second plan par rapport à l'enseignement de base. »

« De plus en plus d'universités peuvent maintenant déposer des projets, des demandes de bourses ; nous accroissons le nombre de membres mais nos financements ne sont pas en expansion », constate Bernard Cerquiglini, recteur de l'AUF. « Il faut être inventif, par des économies à réaliser et par l'ouverture à d'autres financements comme les campagnes de levées de fonds, les appels à des fonds publics ou privés... » Cela signifie également de rationaliser les dépenses, plaide Bernard Cerquiglini : « Le saupoudrage, c'est fini, il faut une stratégie resserrée et définir dans chaque région deux ou trois projets pertinents à monter, et sur lesquels mettre tous les moyens. » Il propose également de solliciter l'aide d'autres États que ceux qui financent aujourd'hui l'agence.

Changement de méthode

Pour mener à bien la nouvelle orientation stratégique de l'AUF, qui sera débattue lors de l'assemblée générale de 2013, Bernard Cerquiglini propose « l'adoption d'une démarche par projet, en passant un accord sur chaque projet, limité dans le temps, expertisé au début, évalué à la fin et mobilisant des personnels et des moyens ». Autre aspect de cette « méthode », la « déconcentration » de la stratégie de l'AUF « avec une action passant par les bureaux régionaux, qui bâtissent aussi une politique inter-régionale construisant la politique générale de l'agence. Nous avons une langue unique et plusieurs dialectes, car les régions ont des problèmes particuliers, avec les services centraux qui viennent en aide aux services déconcentrés. »

Deux programmes de l'AUF visant à professionnaliser les établissements membres sont évoqués par Bernard Cerquiglini : « horizons francophones » pour aider à « qualifier les professeurs » d'université de pays en émergence où seulement « 10 à 15 % des maîtres de conférence sont docteurs », et l'Institut panafricain de la gouvernance universitaire de Yaoundé (Cameroun) qui vient d'ouvrir afin de « former des cadres, recteurs, chanceliers, agents comptables des universités... ». Par ailleurs, l'ouverture d'un 10^{ème} bureau régional de l'AUF, à Rabbat (Maroc), est officialisée.

« Il faut faire en sorte que la communauté scientifique de langue française soit la plus homogène possible » (B. Cerquiglioni, AUF)

Dépêche AEF 153083 du 13-07-2011

« L'université forme les cadres des pays, produit et transmet du savoir. Elle est donc cruciale dans le développement. C'est le message que nos fondateurs ont compris il y a cinquante ans. » C'est le bilan que dresse Bernard Cerquiglioni, recteur de l'AUF (Agence universitaire de la francophonie) dans un entretien accordé à AEF mi-juin 2011. À l'heure où l'AUF fête son cinquantenaire, « je trouve qu'il n'y a pas de meilleur hommage à rendre à nos fondateurs que de leur dire cinquante ans plus tard : 'votre engagement est maintenant général' ». Fondée en 1961 à Montréal, l'agence regroupe près de 780 membres issus de 92 pays. Bernard Cerquiglioni relève que l'agence se développe aujourd'hui « au-delà de la francophonie historique et institutionnelle ». Selon lui, elle a connu une évolution et est passée « d'une aide surtout individuelle à une aide plus structurelle ». Pour les prochaines années, « notre ambition d'aider nos membres à se développer, en particulier en ce qui concerne les établissements issus des pays émergents », souligne-t-il. « Il faut faire en sorte que la communauté scientifique de langue française soit la plus homogène possible. » Le second objectif sera de « conforter cette communauté » car « il y a une place dans le monde pour une communauté qui produit des savoirs en français et les transmet ». Enfin, il revient sur les événements du « printemps arabe » qui ont eu lieu dans des pays dans lesquels l'AUF est présente.

AEF : L'AUF fête cette année son cinquantenaire. Quel bilan peut-on tirer après un demi-siècle d'existence ?

Bernard Cerquiglioni : Cela prouve, s'il fallait le prouver, que l'enseignement supérieur est un levier pour le développement. Pendant longtemps, on a considéré que celui-ci passait par le soutien apporté à l'école primaire ou secondaire. On avait tendance à considérer que l'enseignement supérieur était élitiste et qu'il faudrait s'en préoccuper plus tard, une fois que l'on aurait bâti ou rebâti l'école fondamentale. Eh bien non ! Il faut tout mener de front. Et depuis quelques années, l'Unesco, les Nations Unies et les grands partenaires s'en rendent compte : l'université forme les cadres des pays, produit et transmet du savoir. Elle est donc cruciale dans le développement. C'est le message que nos fondateurs ont compris il y a cinquante ans. Je trouve qu'il n'y a pas de meilleur hommage à rendre à nos fondateurs que de leur dire cinquante ans plus tard : « votre engagement est maintenant général ».

Je le rappelle, nous soutenons des universités et des établissements qui utilisent entièrement ou partiellement la langue française. Cela nous amène au-delà de la francophonie historique et institutionnelle. Nous comptons presque 780 membres dans le monde entier. Cela veut dire que nous bâtissons une francophonie universitaire et académique. Nous avons comme adhérents toutes les universités des pays francophones traditionnels : la France, le Québec, la Belgique, le Sénégal ou encore le Burundi. Mais nous avons également quatorze universités brésiliennes par exemple. Nous sommes donc actifs en Amérique du sud, mais aussi en Asie du Sud-Est, à Haïti, etc.

AEF : Ces universités qui ne font pas partie de la francophonie « historique » apportent-elles un regard nouveau ?

Bernard Cerquiglioni : Bien sûr et c'est cela qui est important. J'attends avec impatience la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2013 car nous aurons dans la salle au moins 700 universités, avec des responsables qui débattront en français et qui échangeront leurs points de vue. Il est passionnant d'entendre un recteur brésilien, rwandais ou encore roumain. Malgré les différences, nos membres partagent des problèmes et des options, outre l'emploi de la langue française. Il y a des problèmes de développement, d'ouverture de l'université, de professionnalisation des études, de services rendus à la communauté. Il est intéressant d'échanger.

AEF : Après ce cinquantenaire, l'AUF va-t-elle se fixer de nouveaux objectifs ?

Bernard Cerquiglioni : Les objectifs déclineront notre ambition d'aider nos membres à se développer, en particulier en ce qui concerne les établissements issus des pays émergents. Il faut faire en sorte que la communauté scientifique de langue française soit la plus homogène possible. Nous allons également chercher à conforter cette communauté, car nous pensons que la science, comme le monde, doit être plurilingue. Une seule langue pour la science et le savoir de manière

générale constitue un appauvrissement. Il y a une place dans le monde pour une communauté qui produit des savoirs en français et les transmet. Enfin, il s'agit de former les cadres dont les pays en développement ont besoin. Toute action de l'agence dans les quatre ans à venir – puisque mon mandat court jusqu'en décembre 2015 – s'inscrit dans ces objectifs.

AEF : Concrètement quelles sont les actions menées pour remplir ces objectifs ?

Bernard Cerquiglini : Les activités doivent être pertinentes. Les propositions viennent toujours du terrain. Nous avons des structures intermédiaires pour structurer ces presque 800 universités. Elles nous font part de leurs besoins, et nous soutenons des projets utiles. Ce que nous faisons : nous montons un projet avec un établissement et cela passe, par exemple, par un certain nombre de bourses de mobilité. Il ne s'agit donc pas d'une agence de moyens dans laquelle on entre pour demander une bourse. Ainsi, pour en revenir à l'évolution de notre association, nous sommes passés en 50 ans d'une aide surtout individuelle à une aide plus structurelle. Cette évolution s'inscrit dans un mouvement plus global. Il y a cinquante ans, de nombreux pays obtenaient leur indépendance. Il y avait peu d'universités en Afrique, donc l'agence a eu une part de substitution. C'est-à-dire qu'il fallait envoyer des professeurs du Nord pour faire cours. Cinquante ans plus tard, les universités africaines existent et certaines sont très bonnes. On voit donc que l'aide qui était un peu verticale devient presque horizontale.

AEF : En tant que recteur de l'AUF quel est votre point de vue sur les événements du « printemps arabe » ?

Bernard Cerquiglini : J'observe que c'est une jeunesse étudiante, éduquée et diplômée qui a eu besoin de liberté. Il ne faut toutefois pas s'arrêter là. L'autre problème de ces jeunes, c'est le chômage. Donc l'aide que nous apportons aux universités marocaines, algériennes et tunisiennes, a pour objectif de professionnaliser leurs études. Nous avons ainsi implanté un incubateur d'entreprises virtuel au Maghreb et avons monté une école doctorale en sciences économiques. En somme, nous nous réjouissons de ces événements car ils montrent, une fois de plus, que l'université est à la pointe de la démocratie et de l'engagement citoyen. Mais il faut déjà penser à la suite et aider ces universités à former de manière plus professionnelle leurs étudiants.